

Abdou Menebhi : « Nous ne sommes pas écoutés »

ENTRETIEN La représentation politique, à l'approche des législatives du 25 novembre, est un sujet d'actualité. Abdou Menebhi, membre du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) en parle.

Abdou Menebhi a quitté sa ville natale Larache pour les Pays-bas, où il réside depuis plus de vingt ans. Il dirige actuellement le centre euro-méditerranéen de migration et de développement (EMCEMO). Il est aussi membre du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME). Il a participé au colloque sur les migrations et développement le 17 et 18 septembre à Saïdia. Ce militant associatif ne mâche pas ses mots. Pour lui, la communauté internationale instrumentalise la question des migrations.

Durant votre intervention à Saïdia, lors du colloque migration et développement, vous avez parlé d'un double discours à la communauté internationale sur la migration. Qu'est-ce qui justifie chez vous cette position ?

Ces dernières années, les Nations Unies organisent plusieurs conférences et rendez-vous pour parler de cette thématique de la migration. Le rôle des immigrés dans le développement semble être défendu. Par ailleurs, je sens personnellement qu'il y a une incohérence dans ce discours et, surtout, une absence de sincérité. On ne peut pas parler de développement si les droits des migrants ne sont pas garantis. Ce qui se passe actuellement, par exemple, c'est que les pays développés menacent de mettre un terme à l'aide au développement. Ils justifient cela par le fait que les transferts d'argent des immigrés sont de plus en plus élevés. Ils disent aux pays en développement que du moment où ils disposent d'une communauté résidant à l'étranger qui envoie de l'argent, ils n'ont plus besoin de les aider. C'est un discours dangereux.

Vous faites partie d'un réseau d'associations qui œuvrent dans le domaine du développement au Maroc. Quel bilan faites-vous de vos actions ?

Il y a une certaine dynamique des associations de Marocains à l'étranger qui œuvrent dans le domaine des migrations. Plusieurs structures du réseau mènent des actions de développement et des partenariats ac-



Il faudrait une véritable concertation entre les associations du Maroc, selon Abdou Menebhi.

tifs dans plusieurs régions du Maroc. Le problème est que pour assurer une continuité de ces actions, il faudrait une véritable concertation entre les associations du Maroc. Il y a un

moyen de financer des actions en commun. Il suffirait juste de se concerter. Aujourd'hui, à cause de la crise en Europe, les associations de Marocains à l'étranger peinent à trouver

du financement, mais il faut résister.

Les échéances électorales au Maroc approchent. Quel regard portez-vous sur le droit

Nous avons demandé à ce que 10% de la communauté marocaine soit inclus dans la liste nationale.

à la représentativité politique des Marocains résidant à l'étranger ?

Cette représentativité politique figure dans la nouvelle Constitution. En tant que Marocains de l'étranger, nous avons décidé, il y a quelques mois, d'envoyer nos propositions aux partis politiques. Nous avons - entre autres - demandé à ce que 10% de la population de la communauté marocaine soit inclus dans la liste nationale. Mais malheureusement, ces propositions n'ont pas été prises en considération par les partis politiques. Tout cela laisse croire qu'il n'y a aucune volonté politique. ♦

PROPOS RECUEILLIS PAR
QODS CHABAA